Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1974)

Heft: 261

Artikel: La politique helvétique et internationale à travers le téléjournal : l'"intérêt général" et les intérêts des classes dirigeantes

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026373

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La politique helvétique et internationale à travers le téléjournal: l'«intérêt général» et les intérêts des classes dirigeantes

C'est le plus important moyen d'information du pays; il dépasse de loin les plus forts tirages de la presse écrite: près de trois millions de personnes suivent soir après soir les trois éditions quotidiennes du téléjournal. Pour bon nombre d'entre elles, c'est la seule ou la principale source d'information.
Un groupe de travail formé d'une douzaine d'étudiants de l'Université de Zurich a cherché à savoir comment, à travers ce support privilégié, les Suisses sont informés politiquement. Une semaine durant, ils ont examiné la forme et le contenu du téléjournal; les résultats obtenus ont été confirmés par un travail similaire poursuivi au long d'une autre semaine [1].

La boîte à images choisit ses acteurs: le gouvernement et ses représentants apparaissent beaucoup plus fréquemment que l'opposition. Même constatation pour les représentants patronaux au détriment des représentants des travailleurs.
Mais la fréquence d'apparition n'est pas tout; il y a aussi la manière. Les gens de gouvernement sont présentés avantageusement; ils peuvent exprimer leur opinion directement au téléspectateur, sans que la contradiction leur soit apportée. Les groupes d'opposition au contraire, et particulièrement ceux qui agissent en-dehors du cadre parlementaire, apparaissent sous un jour tout différent. On parle d'eux, mais jamais pour expliquer leurs motifs et leurs revendications; on les montre certes — défilés de manifestants, dépôt de pétition, occupation de logements — mais l'opposition reste anonyme.

[1] Arbeitsgruppe Kritische Publizistik, « Welttheater für Eidgenossen, Politische Fernseh-Information im Kapitalismus — Eine Analyse der schweizer Tagesschau », Verlag Politische Texte, Zürich.

Les trois quarts du téléjournal sont consacrés à l'étranger; la plupart des informations viennent des pays occidentaux; peu de choses sur le bloc communiste et le tiers monde. La partie suisse de l'émission porte avant tout sur des problèmes de politique économique et financière; la politique sociale et les informations sur le monde du travail occupent peu de place.

Un langage qui fait écran

Le choix des mots est important; certains termes éveillent chez celui qui les entend une réaction positive; d'autres au contraire sont perçus négativement. Ainsi lorsqu'à propos de l'accord entre la Suisse et le Marché commun on explique qu'il permettra une « intensification des échanges et un renforcement de la position helvétique dans le commerce international », la réaction du téléspectateur ne peut être que favorable.
Lorsqu'on annonce qu'une amélioration des structures de l'économie sera nécessaire, on cache derrière un thème abstrait des réalités qui pourraient être comprises par tous: licenciements, reconversion, chômage éventuel. L'utilisation d'un certain langage permet de camoufler les intérêts en présence.
Quand, à plusieurs reprises, le téléjournal parle de la prise du pouvoir par le marxiste Allende — et non pas de l'élection du président Allende — il crée dans l'esprit de l'auditeur une association défavorable; marxisme et violence sont liés. Quand le journaliste de service annonce qu'une grève sauvage a éclaté à Amsterdam, mais que pour l'instant elle ne s'est pas propagée jusqu'à Rotterdam, on croirait entendre parler d'une épidémie; l'impact est négatif. De plus, on reconnaît là le langage patronal.

Les stars de la politique

A regarder le téléjournal, on ne peut être que persuadé que la politique est l'affaire exclusive de quelques vedettes qui descendent d'un avion ou qui sortent d'une voiture, en souriant à la caméra, pour rencontrer d'autres vedettes autour d'une table. Quant aux sujets traités et aux solutions décidées, le téléspectateur n'en a qu'une très vague idée: problèmes d'intérêt commun, situation monétaire, Europe agricole.
A l'opposé, les groupes qui font usage de la violence — et c'est à cette occasion qu'on en parle — apparaissent sous un jour défavorable; eux, n'ont pas le temps de sourire à la caméra. Cette manière de personnaliser la politique, de mettre en scène de bons et de méchants personnages, suscite chez le téléspectateur un jugement moral primaire. Pourrait-il d'ailleurs en être autrement puisque ce type d'information exclut les éléments du contexte et des conditions sociales, des relations de force qui déterminent une situation politique ?
Un dernier exemple pour illustrer cet état de fait. Pendant la semaine analysée, les téléspectateurs ont appris que 50 000 Asiatiques étaient expulsés de l'Ouganda. Les éléments mis à leur disposition pour apprécier la situation étaient les suivants; le président Amin cherche par ces expulsions à renforcer l'économie du pays; il demande à ses voisins, le Kenya et la Tanzanie, d'unir leurs forces à celles de l'Ouganda pour chasser les régimes blancs d'Afrique; l'Ouganda est indépendant depuis 10 ans. Rien par exemple sur le rôle des Anglais dans toute cette affaire.

Au-delà du téléjournal

On objectera que le téléjournal n'est qu'une petite partie de l'information télévisée, que d'autres émissions développent plus longuement les différents thèmes de l'actualité. Certes, mais il est probable que le téléjournal joue d'une certaine manière le même rôle que les titres et les sous-titres

dans la presse écrite: ce sont eux qui frappent d'abord — et parfois seulement — l'attention.
Le constat des étudiants zurichois n'est guère étonnant; l'information n'est jamais neutre, elle est fabriquée. La TV n'est pas la réalité, même si les images sont en couleur — comme c'est le cas pour le téléjournal depuis mars 1973 — c'est un regard sur la réalité. Il ne s'agit pas là de mettre en question tel ou tel journaliste; pour une bonne part d'ailleurs, il n'est pas maître de ses sources d'information. C'est un système d'information qui est en cause; système centralisé qui prétend travailler dans l'« intérêt général »: mais l'intérêt général n'a jamais été autre que celui des classes dirigeantes.
Il serait intéressant de compléter l'analyse des étudiants zurichois. Le téléjournal est diffusé dans une tranche horaire (19 heures - 20 heures) fort éclectique — feuilleton, commentaires, pubicité — sans continuité aucune et qui impose au téléspectateur des sauts continuels dans des domaines fort différents. Intervient ici le rôle de la publicité qui doit atteindre par la conjugaison de plusieurs publics — celui qui voit se terminer son feuilleton et celui qui attend ses informations — une audience maximum.

ANNEXE DE L'EDITORIAL

Lip vu par un syndicaliste suisse

Dans « La Lutte syndicale » du 13 février, Gilbert Tschumi fait le bilan du combat de Lip pour les lecteurs de l'organe de la FTMH. L'auteur, après un très court préambule, où sont soulignées les réactions divergentes des syndicats français quant à l'issue de la lutte de Besançon, et l'ignorance dans laquelle nous sommes des termes exacts de l'accord intervenu, poursuit:

Si la CFDT, dont Charles Piaget est le leader, a signé l'accord « parce que le projet lui paraît crédible », la CGT, d'obédience communiste, l'a accepté « parce qu'il n'y avait plus d'autre choix » et ne cache pas qu'elle aurait préféré le plan Giraud au plan Neuschwander.
Ainsi, après avoir joué les irréductibles, les « Lip » ont mis de l'eau dans leur vin et abouti à ce qu'il faut bien appeler un compromis. Si le non-démantèlement est actuellement assuré, le non-licenciement n'est qu'une promesse à longue échéance, qui ne pourra être tenue que si le plan de relance de l'entreprise se déroule comme prévu. Souhaitons que cette longue lutte, qui s'ouvre sur ce dernier espoir, n'aura pas été vaine et que les travailleurs recueilleront les fruits de leur ténacité.
Ce conflit aura démontré qu'il est possible, à coups de slogans percutants, d'enthousiasmer les intéressés, d'éveiller et de maintenir loin à la ronde un courant de sympathie à leur égard. Mais il est plus facile d'allumer un incendie que d'être un pompier efficace.
On a dit que, désormais dans les conflits sociaux, on parlerait d'« avant Lip » et d'« après Lip ». On a voulu faire de ce conflit un symbole, un exemple.
Or, la CFDT elle-même déclare: « La manière dont les Lip se sont engagés n'est pas un modèle, mais elle ouvre des perspectives qui ont déjà eu et auront encore des retombées sur l'ensemble des luttes. » (Le Monde, 1er février 1974.)
On peut en tirer comme considérations que l'évolution du sort des travailleurs ne peut se faire sur des positions cristallisées, mais que seul un dialogue peut conduire à une solution. On ne pousse pas impunément les travailleurs à bout. Au contraire, leurs réactions peuvent être d'autant plus violentes qu'ils se sentent dominés et traités comme quantité négligeable. Le fameux « Lip, c'est fini » de M. Messmer aura mis de l'huile sur le feu.
Si les travailleurs doivent, dans leurs revendications, tenir compte des réalités économiques, on ne peut pas non plus leur faire payer les erreurs d'une gestion qui les a tenus dans l'ignorance totale et qui fut menée au mépris de la responsabilité que le patronat endosse vis-à-vis des travailleurs et de leur famille.
Il apparaît donc clairement que l'aspect positif du conflit Lip ne doit pas être d'en faire surgir d'autres ailleurs, mais au contraire de les prévenir par une information du personnel, par une participation aux décisions qui le concernent et en accordant une plus grande importance, dans les accords et conventions, à la sécurité de l'emploi. Qu'il soit économique ou technologique, le chômage doit être prevenu et le recyclage professionnel doit épargner à la famille du travailleur les désagréments d'un déracinement.
Tous les conflits ouverts laissent des traces, souvent profondes. Une lutte tenace et loyale, forçant le respect telle que celle que nous menons en Suisse par les conventions collectives — dans des conditions très différentes de celles existant en France, il est vrai — permet finalement d'obtenir davantage parce que les pertes sèches et douloureuses d'une lutte ouverte sont évitées. Rappelons, une fois de plus, que prévenir vaut mieux que guérir, chez nous comme ailleurs.

On danse dans ma rue

Le Cartel syndical de Bâle-Ville envisage de renouveler la formule de la fête du 1er mai. Le soir du 30 avril, des cortèges se formeront pour, par des parcours différents, se rencontrer sur la place du Marché. Avant la marche, les participants entendront des discours et de la musique. Sur la place du marché une fête populaire se déroulera jusqu'aux premières heures du 1er mai. Le mot d'ordre lancé par l'Union syndicale suisse pour le 1er mai 1974 est la lutte pour la participation des travailleurs aux décisions.